

# «Les subventions ne sortiront pas les paysans de la mouise»

«Ce qu'il faut, ce sont des prix rémunérateurs pour les produits», plaide Didier Calame, conseiller national UDC et fermier aux Planchettes. Il déplore une fuite en avant du monde agricole qui engraisse la grande distribution.

PAR SYLVIE.BALMER@ARCINFO.CH

Son emploi du temps se partage désormais entre Berne, où il siège au Conseil national, et Les Planchettes, où il est agriculteur. Didier Calame partage les inquiétudes des agriculteurs suisses et européens, et pointe la responsabilité de la grande distribution.

**Comprenez-vous les revendications des agriculteurs français, soit plus de subventions et moins de règles environnementales jugées trop strictes?**

Oui, je comprends les revendications des paysans français. Le problème est et sera toujours le même: l'agriculture est une branche économique à part et est soumise à tellement de paramètres (météo, accords de libre-échange, politique écologique toujours plus contraignante, etc.). Je ne suis pas spécialement convaincu que donner davantage de subventions va sortir les paysans français, et de n'importe quel pays, de la mouise. Aujourd'hui, ce qu'il faut, ce sont des prix rémunérateurs pour les produits. Donner plus de subventions, c'est engraisser la grande distribution qui peut allégerement faire pression sur les prix, c'est exactement ce que l'on vit en Suisse.

**La colère des agriculteurs européens pourrait-elle s'étendre en Suisse?**

On voit que ça bouge chez nous, mais je ne pense pas que l'on arrivera à une situation telle qu'en Europe, et ça ne serait pas justifié aujourd'hui. Il est clair que tout n'est pas rose chez nous, surtout pour certai-

nes branches de production. Nous devons être très attentifs à maintenir notre agriculture familiale et productrice.

**Qu'est-ce qui différencie les politiques agricoles de la Suisse et de l'Europe?**

L'agriculture suisse est l'une des plus subventionnées du monde, au contraire de celle de l'Europe. Le Conseil fédéral a choisi, il y a plus de 30 ans, d'allouer des paiements directs contre différentes prestations de maintien du paysage et de rendre son agriculture plus extensive. Ce système a atteint ses limites, car c'est encore une fois la grande distribution et les intermédiaires qui en bénéficient le plus. En Suisse, les normes et les contrôles sont les plus sévères du monde. Le plus gros souci à l'avenir, c'est que le budget agricole baisse, mais que les normes et la paperasse soient maintenues.

**Les agriculteurs déplorent un système de production intensif qui les pousse à s'endetter, mais ils plébiscitent majoritairement un modèle libéral lors des votations. N'est-ce pas là paradoxal?**

Oui, c'est paradoxal. Mais je pense que dans un monde où tout évolue très vite, c'est la faute des pouvoirs publics qui font croire aux paysans que plus ils seront grands, plus ils s'en sortiront. Ça ne marche pas. Et pourquoi ça ne marche pas? Car comme déjà dit, l'agriculture est une branche économique à part. Plus tu es grand, plus tu as besoin de machines, de bâtiments, de personnel. Tu brasses beaucoup d'argent



Didier Calame, agriculteur et élu à Berne, estime que «donner plus de subventions, c'est engraisser la grande distribution». BERNARD PYTHON

mais tu ne gagnes rien de plus. Je rappelle que l'agriculture est la seule branche où ce n'est pas le vendeur, soit le producteur, qui fixe le prix du produit, mais l'acheteur. Il est là, le paradoxe.

**Les agriculteurs dénoncent des règles écologiques trop strictes, mais réduire ces normes, n'est-ce pas, à terme, scier la branche sur laquelle ils sont eux-mêmes assis?**

La terre est la chose la plus précieuse sur cette planète. Il faut la protéger à tout prix, mais il faut comprendre une chose: en Suisse, en Europe, on pousse vers le toujours plus écologique, le plus extensif. C'est louable jusqu'à une certaine limite. Le problème est complexe, car on veut et on doit protéger nos terres, et parallèlement, on importe depuis des pays du Sud des produits agricoles douteux et produits sans état d'âme. Vous comprendrez la frustration des paysans européens.

**Comment imaginez-vous l'agriculture en Suisse d'ici 30 ans?**

Il est difficile de se positionner, ce monde va tellement vite. Je vois une agriculture évoluer vers une robotisation accrue, même si je pense que les robots ne remplaceront jamais la main-d'œuvre en région de montagne. Il faudra toujours des vaches pour entretenir nos alpages et, surtout, il faudra toujours des paysans pour nourrir la population, même si les modes changent. L'humain, tant qu'il sera sur cette planète, devra manger. Donc, dans trente ans, on produira toujours du lait, de la viande, des légumes et des céréales.

## BCN et cryptos au Grand Conseil

La décision de la Banque cantonale de se distancier des PME actives dans le secteur des cryptomonnaies fait réagir un élu.

«Comment justifier que le canton de Neuchâtel se saborde lui-même dans un des rares domaines où il est pionnier? Le canton a besoin de se diversifier en dehors des domaines économiques et industriels traditionnels!»

Le député suppléant Maxime Auchlin, président des vert'libéraux neuchâtelois, s'interroge après la décision de la Banque cantonale neuchâteloise (BCN) de renoncer à faciliter le développement de start-up dans le domaine des cryptomonnaies. Dans une interpellation déposée

le 25 janvier au Grand Conseil, il demande s'il existe une «vision stratégique de l'Etat dans le domaine des cryptos».

**Risques de délocalisation**

La BCN était la première banque cantonale, et l'une des premières banques suisses, à permettre l'ouverture de comptes bancaires classiques aux entreprises dont le modèle d'affaire est basé sur les monnaies numériques comme le bitcoin.

Elle a récemment mis fin à ce service pour au moins une partie des entreprises neuchâteloises actives dans ce secteur,



La BCN ne veut plus travailler avec certains clients actifs dans les cryptomonnaies.

ARCHIVES LUCAS VUITEL

car les procédures de vérification de l'origine des fonds demanteraient un travail trop important.

Le député s'en étonne, «la banque évoque notamment un manque de moyens alors qu'elle présente des résultats records». Maxime Auchlin craint désormais le risque de délocalisations. Avec la décision de la BCN, «c'est un instrument majeur de diversification, voire de promotion économique du canton de Neuchâtel qui s'évapore, alors que de nombreuses et prometteuses start-up et entreprises prospèrent et croissent dans la région», indique le texte déposé.

L'intervention parlementaire, assortie d'une demande d'urgence, pourrait être traitée lors de la prochaine session du Grand Conseil, qui se déroulera les 20 et 21 février prochains. **LOË**

## Comment soutenir la faune et la flore

**LE LOCLE** Tables rondes et balades sur le terrain au programme.

Comment sera assainie la station d'épuration du Locle? Quels sont les projets pour la forêt de la Combe-Monterban dévastée par la tempête du 24 juillet? Le Guesthouse invite le public à s'intéresser à la biodiversité du Locle, les 2 et 3 février, entre conférences et balades. Demain à 17h, une table ronde publique rassemblera dans la salle du Conseil général de l'hôtel de ville Regula Benz,

biologiste, Gaëlle Vadis, chargée d'affaires de Pro Natura, propriétaire de la Combe-Monterban, et Philippe Rouault, conseiller communal.

Samedi, les participants pourront suivre l'ancien garde forestier Charles-Henri Pochon pour découvrir les forêts jardinées de la Joux-Pélichet. Le rendez-vous est fixé à 10h à l'arrêt de bus du Communal. L'après-midi sera consacré aux projets de jardins coopératifs et de microfermes, de 14h à 17h, au Guesthouse, rue Daniel-Jeanrichard 27. L'occasion de glaner des conseils et de savoir comment l'on peut soutenir la faune et la flore. **SYB**